

Les crédits

Si je fais ce discours dans cette Chambre, c'est que je sais qu'ailleurs au Canada, des régions sont prises avec des problèmes dramatiques, qu'elles ne peuvent plus compter sur leur ancienne richesse, qu'elles vont devoir passer par un processus qui peut être long. Mais si le gouvernement n'a pas conscience de ça, s'il pense qu'il peut faire des recettes et surtout laisser pour compte les mal pris, il va faire fausse route. Il peut changer de cap, et c'est la raison de notre motion d'aujourd'hui.

M. Raymond Lavigne (Verdun—Saint-Paul): Monsieur le Président, au lieu de toujours critiquer tout ce que le gouvernement en poste fait, la députée devrait commencer par penser qu'il n'y a pas seulement des infrastructures qui sont en marche. Il y a aussi chacun des députés qui devraient regarder dans leur comté au niveau des PME afin de commencer à administrer un peu leur comté et ainsi voir à la création de PME dans lesquelles il y a énormément d'emplois qu'on peut créer dans chacune des régions. À l'intérieur de cela, je pense que si chacun des députés s'occupe de leur comté comme ils le doivent, je pense qu'il y a beaucoup d'emplois qui pourraient être créés dans les jours, les semaines, les mois et les années à venir.

• (1035)

Je pense que l'honorable députée devrait regarder au Québec, comme je le fais moi-même, puisque dans mon comté on a déjà commencé à s'occuper des PME, et que déjà on a un commencement de création d'emplois. Nous nous occupons de voir, dans chacun des organismes qui font la création d'emplois et la formation, à ce qu'il n'y ait pas seulement de la formation dans les domaines où il n'y a pas d'emploi. Si on fait de la formation et que, à l'échéance, il n'y a pas d'emploi, ça ne sert à rien de faire de la formation.

Il faudrait que la formation soit faite en milieu de travail et qu'à l'intérieur de ce milieu de travail il y ait un emploi assuré pour les prochaines années car, comme vous le savez, la PME est à 85 p. 100 le véhicule de création d'emplois. Je demanderais donc à l'honorable députée de nous dire ce qu'elle a entrepris dans son comté depuis qu'elle est élue et quelles sont les actions qu'elle a posées depuis son élection.

Mme Lalonde: Monsieur le Président, vous me permettez de sourire un peu. J'y trouve là une volonté d'être habile que de renvoyer le problème de l'emploi aux députés. C'est assez remarquable. Je ne vois pas pourquoi un parti voudrait se faire élire et avoir le pouvoir et les instruments de l'économie, si c'est pour renvoyer à chacun des députés la création d'emplois.

Cependant, je vais vous en parler, des PME, et je vais vous dire que ce n'est pas le gouvernement libéral fraîchement élu qui a découvert cela; non, cela a été découvert pas mal avant. Lorsqu'on se préoccupe de la question de l'emploi, on sait quels sont ces emplois. Il y a ceux du secteur public, qu'on a tendance à diminuer parce qu'on trouve que le secteur public coûte cher, ce qui veut dire des emplois en moins, et moins d'argent en circulation cependant. Et on découvre rapidement que les emplois se trouvent dans les entreprises. Je peux vous dire que j'étais même dans une centrale syndicale où il m'a coûté cher personnellement

de dire qu'il fallait que les travailleurs syndiqués se préoccupent de la productivité.

Alors oui, les PME sont créatrices d'emplois. Mais je dois vous dire que le gouvernement fédéral, qui a la maîtrise d'Emploi et Immigration Canada, qui a... C'est juste un petit exemple de rien du tout. Vous me le renvoyez, alors je vais vous le renvoyer. L'Aide aux travailleurs indépendants...

Le président suppléant (M. Kilger): À l'ordre, s'il vous plaît. Je tiens simplement à rappeler aux députés des deux côtés de la Chambre de ne pas oublier de s'adresser à la Chambre par l'entremise de la Présidence.

Mme Lalonde: Je vous remercie, monsieur le Président. Mettez cela sur le compte de la flamme, je m'excuse. Parce qu'avec vous, je ne pourrais pas avoir cette intensité.

Donc, monsieur le Président, je voulais dire à l'honorable député que Emploi et Immigration Canada, qui dispose d'un instrument qui pourrait être un instrument efficace, l'Aide aux travailleurs indépendants, a décidé dans la région de Montréal, avec le taux de chômage que l'on connaît à Montréal, de limiter le nombre, je crois que le chiffre est de 125 ou 165, donc de limiter ainsi le nombre de personnes auxquelles on va donner le petit coup de pouce pour démarrer une petite entreprise. Pourtant, il a été prouvé que ce sont des moyens efficaces. Or dans toute la région de Montréal, avec toutes les personnes qui ont des projets, oui qui ont des projets, souvent il leur manque l'investissement initial, l'encadrement, l'aide à l'administration pour démarrer. J'ai fait cela, alors je sais de quoi je parle. Il y en a plein comme ça. Quand je dis que les gouvernements ne se préoccupent que des politiques macro-économiques, ils ne se préoccupent pas de savoir comment les emplois se créent ou se perdent. Il y a des entreprises qui ferment et qui ne devraient pas fermer, et on dit que ce sont des canards boiteux, etc. Il y a assez d'efforts à consacrer pour créer une entreprise que parfois il s'agit juste d'un réajustement, d'un réalignement administratif, et on pourrait être beaucoup plus attentifs et beaucoup plus aidants pour les entreprises.

Alors oui les PME, je me suis préoccupée de mon comté et il y a des entreprises précises que j'aide, mais le député ne me renverra pas, monsieur le Président, la responsabilité, qui est celle d'un gouvernement, y compris de savoir ce qu'il faut faire au ras des pâquerettes.

[Traduction]

M. Rex Crawford (Kent): Monsieur le Président, je surprendrai peut-être la députée en lui disant que j'ai trouvé son discours intéressant. Je lui demande maintenant son aide et celle de son parti. Je n'essaie toutefois pas de refiler les responsabilités aux autres.

• (1040)

Je veux parler du fait que, la semaine dernière, dans ma circonscription du sud-ouest de l'Ontario, celle de Kent, le gouvernement provincial a supprimé la taxe d'accise sur l'éthanol et a accordé 5 millions de dollars à une entreprise pour l'aider à y construire une usine de 160 ou 170 millions de dollars. J'ai demandé à notre gouvernement si, à l'instar des autorités provin-